

Sous les projecteurs du MOGED

Rapport annuel 2019



L'expertise technique au service des politiques publiques

Cher.e.s amies et amis,

La raréfaction des ressources naturelles et les atteintes graves à notre environnement ne nous laissent plus indifférents. Notre jeunesse a fait sienne le combat pour une vie plus sobre en carbone. Nos médias sont en alerte. Le secteur économique est interpellé pour apporter des réponses avant-gardistes. Certaines personnalités politiques s'évertuent à proposer des pistes d'action. En effet, nous sommes tous conscients qu'il faut agir ... et très vite. Rien n'est plus grave que la contemplation et l'absence d'actions.

Mais comment procéder ? Avec quelles priorités et pour quels impacts ? Nous tâtonnons encore. Mais quels que soient nos questionnements, soyons encore plus mobilisés. Plus qu'avant, mettons nos compétences et notre expertise au service des politiques publiques et des programmes de développement durable. Notre programme « Maîtrise des outils de gestion de l'environnement pour le développement durable (MOGED) » tient à être au rendez-vous. Nos partenaires, nos équipes d'experts et de bénévoles participent sans relâche à la capitalisation des connaissances et savoir-faire de même qu'à la conception et à la promotion de nouveaux processus, modèles et démarches. Nous sommes à pieds d'œuvre pour soutenir, dans la limite de nos moyens, les initiatives à visage humain qui nous confortent chaque jour dans l'idée que chaque centime dépensé doit contribuer à préserver la nature et générer un changement dans nos sociétés humaines. Tout au long de l'année, notre équipe s'est attelée à bâtir de nouveaux outils de formation pour couvrir un éventail plus large de compétences nécessaires pour soutenir la préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Par cet engagement, le MOGED veut agir à plus grande échelle pour intervenir de façon plus holistique. Plus que jamais, le MOGED est aujourd'hui engagé pour allier politiques publiques et actions de terrain tout en mettant en exergue la pertinence et le rayonnement de l'action francophone.

La biodiversité et la nature en général seront au cœur des débats en 2020. Plusieurs événements majeurs permettront d'éclairer l'opinion publique sur ces enjeux de notre temps. Par ailleurs, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de la Francophonie, nous aimerions que des bénéficiaires locaux de nos actions de coopération francophone mettent en lumière leurs engagements pour la préservation de notre planète. Dans un véritable élan populaire, le MOGED vous proposera un agenda riche et varié pour rehausser l'action francophone en faveur de l'environnement.

Quoi qu'il arrive, mobilisons-nous. Vous êtes plus de 50 000 francophones à être partie prenante de notre action sur la gestion de l'environnement ! Je vous remercie de faire connaître et d'amplifier l'impact de notre programme... de votre programme.

Lionelle Ngo-Samnick
Spécialiste de programmes

Sommaire

2	L'expertise technique au service des politiques publiques
4	Chiffres clés
5	Appui aux cadres institutionnels et juridiques
6	Renforcement de l'expertise francophone
7	Tête d'affiche
8	Publications
9	Appui aux démarches et actions novatrices
10	Soutien aux plateformes francophones
10	Opportunités du programme
11	Ressources du programme
12	Calendrier provisoire 2020

Chiffres clés

7 
ouvrages
édités

6 
études
réalisées

9 
événements
organisés et/ou
soutenus

4 
web reportages
diffusés en ligne

5 
projets citoyens
mis en œuvre en faveur
de plus de 15 700
personnes

3 
plateformes
numériques associées
à plus de 300 dépêches
publiées


130 031
visiteurs ont consulté
4 340 124 pages de la
plateforme Objectif 2030


38 035
personnes formées
(53 pays et 95,8 % de taux
de satisfaction)


68 875
publications du MOGED
ont été téléchargées ou
consultées en 2019


552 160€
de budget (97,8% de taux de
réalisation) dont 22,74% de
ressources externes

Appui aux cadres institutionnels et juridiques

Analyse de l'effectivité des législations environnementales au niveau national

La mise en œuvre effective des accords multilatéraux sur l'environnement appelle de nouvelles approches et des solutions innovantes en faveur de la préservation de l'environnement. L'apport stratégique du droit pour enraciner les politiques publiques est une priorité croissante qui stimule la profondeur et le rythme de la mise en œuvre des objectifs globaux de développement durable. À cet effet, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) a soutenu l'évaluation indépendante de l'application du droit de l'environnement dans 15 pays francophones à partir des indicateurs juridiques du droit de l'environnement préétablis en 2018.

Renforcement des capacités des écoles de magistrature d'Afrique francophone en droit de l'environnement

L'IFDD a soutenu l'intégration de l'enseignement du droit de l'environnement dans deux écoles francophones de magistrature (École Nationale de la Magistrature et des Greffes de Madagascar et Institut National de Formation Judiciaire Maître Demba DIALLO du Mali). Cette activité de renforcement des capacités a permis de former 133 magistrats (78 malgaches le 14 juin 2019 et 50 maliens les 14, 15 et 16 août 2019) tout en permettant de développer de façon spécifique un manuel judiciaire en droit de l'environnement, adapté au contexte malgache, de même qu'un module de formation nationale sur le droit de l'environnement au Mali. Par ailleurs, les conseils pédagogiques et scientifiques ont validé l'intégration du module « droit de l'environnement » dans la formation initiale des auditeurs de justice des deux pays (4 mai 2018 à Madagascar et 26 août 2019 au Mali).

Les indicateurs de la participation citoyenne pour le développement durable

Mobiliser les acteurs non étatiques dans toute leur diversité afin qu'ils contribuent aux processus décisionnels

représente un défi de taille en raison de l'hétérogénéité des intérêts et objectifs défendus par les acteurs concernés. Pourtant, une participation citoyenne, inclusive, démocratique et efficace est incontournable pour répondre aux enjeux liés au développement durable. Avec l'appui d'une équipe d'experts maîtrisant les enjeux de la participation de la société civile dans les politiques publiques, l'IFDD a établi une liste d'indicateurs pour évaluer la participation citoyenne en faveur du développement durable au niveau des États et gouvernements membres de la Francophonie. Une méthodologie d'évaluation de ces indicateurs a été élaborée ainsi que des éléments de mesure permettant d'apprécier et/ou de suivre l'évolution de la participation citoyenne tout en décrivant un cadre d'évaluation et des mécanismes de la participation citoyenne dans les processus nationaux de développement durable.

Protection de l'environnement dans l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine

L'IFDD a soutenu un stage universitaire sur l'analyse de la place de l'environnement dans l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine. Réalisé par Franck-lévy Moussavou Moussounda, il s'agissait de proposer des leviers juridiques pouvant permettre d'intégrer de façon effective les pratiques de développement durable dans le commerce intra-africain. En effet, très tributaire de son climat et de ses ressources naturelles, l'économie africaine devrait s'affranchir des pratiques de production néfastes pour l'environnement et favoriser des politiques et stratégies de durabilité, lui conférant une valeur ajoutée certaine. Cette recherche académique a permis d'analyser les modalités et les limites de la prise en compte de l'environnement dans l'accord africain, de ressortir des enseignements de la prise en compte de l'environnement tout en élucidant la place du commerce dans la convention de Maputo, d'envisager la portée de la mise en œuvre des politiques environnementales sur le marché unique africain et de proposer des leviers juridiques mobilisables. ●

Renforcement de l'expertise francophone

Une série de quatre formations en ligne

Près de 8000 apprenants pour la 3e session du CLOM sur le développement durable.

Dans le cadre de l'initiative Objectif 2030, l'IFDD et l'Université Senghor ont organisé du 4 février au 31 mars 2019, la troisième session de la formation en ligne intitulée « Comprendre et analyser les enjeux et les actions du développement durable ». Au cours de cette formation certifiante, **7670 apprenants** originaires de 37 États et gouvernements membres de l'OIF ont suivi sept modules de formation structurés en 35 vidéos. Elle a cependant dépassé le cadre de la Francophonie avec des participants d'Algérie, du Pakistan ou encore d'Allemagne. Outre les 4013 apprenants qui ont uniquement suivi le cours, 3657 d'entre eux ont participé à l'évaluation des connaissances acquises par une série d'examens avec un taux de succès de 88,5%, soit 3239 diplômés ayant obtenu leur attestation de réussite.

Près de 9000 apprenants pour la 1ère session du CLOM sur l'économie et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Du 16 septembre au 13 octobre 2019 s'est tenue la 1e session de la formation en ligne et ouverte à tous (CLOM) intitulée "Économie et gestion de l'environnement et des ressources naturelles" organisée par l'IFDD et l'Université Senghor d'Alexandrie, avec le soutien financier de la Fondation MAVIA. Ce cours proposait de renforcer les capacités des acteurs francophones pour la gestion économique de l'environnement, en donnant un éclairage dans divers contextes. Il a rassemblé **9041 apprenants**, qui ont suivi pendant quatre semaines les enseignements dispensés sur la plateforme numérique de l'initiative Objectif 2030. 5284 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises par une série d'examens avec un taux de succès de 99%, soit 5261 diplômés ayant obtenu leur attestation de réussite. Originaires de 43 États et gouvernements de l'OIF, ils ont pu suivre, pendant six semaines, 18 vidéos de formation réparties en 4 modules de formation.

Record battu pour la 1ère session du CLOM sur les évaluations environnementales et sociales avec 11 231 apprenants !

Du 14 octobre au 24 novembre 2019 s'est tenue la 1ère session de la formation en ligne et ouverte à tous (CLOM) intitulée "Évaluation environnementale des politiques et programmes de développement" organisée par l'IFDD et l'Université Senghor d'Alexandrie. Au cours de cette formation certifiante, **11 231 apprenants originaires de 40 États** et gouvernements

membres de l'OIF ont suivi huit modules de formation structurés en 34 vidéos. Outre les 4021 apprenants qui ont uniquement suivi le cours, 7210 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises par une série d'examens avec un **taux de succès de 85%, soit 6149 diplômés** ayant obtenu leur attestation de réussite. L'enquête anonyme réalisée à la fin du CLOM a permis à **1529 apprenants** d'évaluer librement le CLOM. 94,7% des sondés se déclarent ainsi globalement très ou complètement satisfaits de la formation.

Près de 10 000 apprenants pour le CLOM intitulé « Droit et protection de l'environnement »

La 1ère session de la formation en ligne ouverte à tous (CLOM ou MOOC) intitulée « Droit et protection de l'environnement » s'est tenue du 4 novembre au 8 décembre 2019. Au cours de cette formation certifiante, **9882 apprenants originaires de 41 États** et gouvernements membres de l'OIF ont suivi six modules de formation structurés en 44 vidéos. Outre les 3554 apprenants qui ont uniquement suivi le cours, 6328 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises par une série d'examens avec un **taux de succès de 84,5%, soit 5346 diplômés** ayant obtenu leur attestation de réussite. Le taux de satisfaction des personnes sondées est de 97,2%.

Contribution à deux évènements

Invité par le Conseil allemand pour le développement durable (RNE), l'IFDD a participé du 7 au 9 mai 2019 à Berlin à la **2e réunion du « Open SDGclub.Berlin »**. Réunis sous un format novateur et convivial de Club professionnel sur les Objectifs de développement durable (ODD), une soixantaine de praticiens du développement durable de plus de trente pays ont discuté des déficits constatés à l'échelle mondiale dans la mise en œuvre du Programme de développement des Nations unies à l'horizon 2030. Lors des échanges, la représentante de l'IFDD a mis l'accent sur les démarches entreprises par l'Institut pour accélérer les dynamiques de mise en œuvre des ODD dans l'espace francophone, notamment les revues par les pairs, l'apport du droit, le diagnostic de la durabilité des municipalités de même que la formation et l'appui technique et financier aux projets de la société civile.

Dans le cadre de son partenariat avec l'ABE, l'IFDD a apporté son soutien financier pour la participation de 3 experts francophones au **colloque du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE)** qui s'est tenu du 9 au 11 septembre 2019 à Cotonou (Benin). Par ailleurs, l'IFDD y a présenté ses deux récentes publications sur la cartographie de l'évaluation environnementale et le manuel de l'évaluation environnementale.

Trois formations en présentiel



Dakar, visite de la station des Niayes

Atelier de formation sur « les méthodes et les outils de l'économie de l'environnement » (Dakar, 11 au 13 juin 2019)

Du 11 au 13 juin 2019, un atelier de formation sur « les méthodes et les outils de l'économie de l'environnement » a été organisé à Dakar par l'IFDD en partenariat avec l'Université Senghor et l'Institut des sciences de l'environnement, avec le soutien financier de la Fondation MAVA. Cette formation a enregistré la participation de 32 personnes. Elle répondait à un besoin de renforcement des capacités dans la gestion, l'évaluation et la prise en compte de l'environnement sous le prisme des sciences économiques. La formation a eu pour objectif de renforcer les capacités des acteurs stratégiques pour la gestion économique de l'environnement. De façon spécifique, il s'agissait de familiariser ces acteurs avec les méthodes et les outils de l'économie de l'environnement ; et de favoriser les échanges sur leur applicabilité dans le contexte africain en général et celui du Sénégal en particulier.

Atelier de formation sur le développement des filières stratégiques d'économie verte (Dakar, 13 au 15 juin 2019)

L'IFDD a organisé un atelier de formation sur le développement des filières stratégiques d'économie verte à Dakar du 13 au 15 juin 2019 en partenariat avec l'Institut des Sciences de l'Environnement de Dakar et l'Université Senghor, avec le soutien financier de la Fondation MAVA. L'atelier répondait à un besoin de renforcement des capacités pour l'exploitation d'opportunités existantes dans certains secteurs économiques, particulièrement les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des déchets. Elle a enregistré la participation de 46 personnes issues de structures publiques en charge de la planification, et de structures du privé actives dans les secteurs ciblés (agriculture, pêche et gestion des déchets) et susceptibles de partager des bonnes pratiques dans leur domaine

d'intervention. L'objectif général de cette formation était de partager les expériences francophones sur les filières stratégiques d'économie de l'environnement. De manière spécifique, il s'agissait de permettre aux participants de se doter d'outils de développement de filières stratégiques d'économie verte, de favoriser des synergies et de créer un espace d'échanges entre les acteurs des différentes filières stratégiques identifiées.

Formation sur l'eau et la paix dans l'agenda du développement durable

La Représentation permanente de l'OIF auprès des Nations unies (RPNY) a organisé le 2 juillet 2019 en coopération avec le Geneva Water Hub de l'Université de Genève, une journée de réflexion et de formation sur « l'eau et la paix dans l'agenda du développement durable ». Inscrite dans le suivi de la résolution « Eau, paix et sécurité » adoptée par les États et gouvernements francophones lors du Sommet de Madagascar en novembre 2016, cette formation était principalement destinée aux experts des Missions permanentes des pays membres de l'OIF. La réflexion a porté sur le rôle de l'eau en tant que pont entre deux agendas stratégiques des Nations unies : celui du développement durable et celui de la paix ; sur les outils juridiques de coopération sur les ressources en eau, sur le droit applicable à la protection des infrastructures liées à l'eau en temps de conflit armé ou encore sur les dynamiques du nexus « eau, alimentation, énergie ».

Par ailleurs ; le rapport « Determined steps » /« des mesures déterminées » relatif aux activités de suivi et de mise en œuvre des recommandations du rapport du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix « une question de survie » a été traduit en langue française avec le soutien de la Francophonie.

Tête d'affiche

L'IFDD et l'Université Senghor entretiennent une collaboration riche et intense en faveur de la gestion durable de l'environnement dans l'espace francophone. Partageant l'objectif commun de renforcement de l'expertise francophone, ils ont réalisé une série de 4 formations en ligne sur des sujets aussi différents que les enjeux et les actions de développement durable, l'économie et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, l'évaluation environnementale de politiques et projets de développement, et le droit et la protection de l'environnement. Sous la coordination pédagogique de Martin Yelkouni, ces 4 cours en ligne ont formé **37 824** francophones issus de 53 États et gouvernements membres de l'OIF en 2019. 19 995 attestations de réussite ont été délivrées la même année.

Publications

Un état des lieux unique sur la performance environnementale des 88 États et gouvernements de l'OIF a été publié par l'IFDD, en partenariat avec la Fondation Mava et Dual Citizen LLC. S'appuyant particulièrement sur l'indice mondial de l'économie verte (GGEI), l'**Atlas francophone de l'économie de l'environnement** utilise 20 indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour mesurer la performance de chaque pays sur quatre dimensions clés (influence dans la lutte contre le changement climatique, efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles ; marchés et investissement, et environnement et capital naturel). L'Atlas de 228 pages offre aux acteurs de la Francophonie un nouvel outil pour comprendre leurs points forts et leurs faiblesses dans ces domaines, et pour progresser davantage vers l'amélioration du bien-être économique, environnemental et social de leur pays.

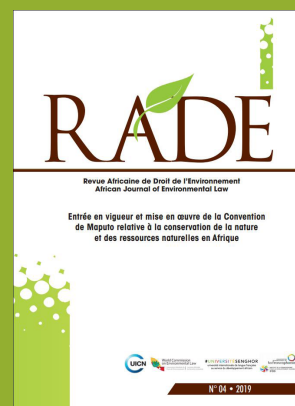
Dans l'esprit et la lettre des Objectifs de développement durable adoptés en 2015, de nouvelles méthodes et trajectoires doivent être mises en œuvre afin de transcrire dans les faits une triple avancée économique, sociale et environnementale. C'est dans cette logique que l'IFDD a mis en perspective l'évaluation environnementale et sociale, avec l'implication de 25 États et gouvernements membres volontaires dans une **cartographie de l'évaluation environnementale en Francophonie** de 228 pages.

Édition par l'IFDD et l'Université Senghor avec le soutien financier de la fondation Mava d'un manuel "**Économie et gestion de l'environnement et des ressources naturelles**" qui capitalise plus de deux décennies d'expériences et de connaissances à travers le monde. Ouvrage de référence, ce document didactique et pratique est une contribution à la compréhension de la pratique de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles.

Édition par l'IFDD et l'Université Senghor d'un Manuel pédagogique sur les évaluations environnementales des politiques et projets de développement afin de contribuer à sensibiliser et à stimuler les acteurs de développement durable à la pratique des évaluations environnementales. Ce manuel de 272 pages s'adresse à un public très large et constitue un support pour des formations diverses à la pratique de l'évaluation environnementale dans l'espace francophone.

- Suite à l'adoption le 10 mai 2018 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies, de la résolution 72/277 « Vers un pacte mondial pour l'environnement » et à la création du Groupe de travail spécial à composition non limitée chargé de « discuter des moyens possibles de remédier aux lacunes éventuelles du droit international de l'environnement », l'IFDD a publié une note de plaidoyer intitulée « **Pourquoi faut-il soutenir l'élaboration et l'adoption d'un Pacte mondial pour l'environnement ?** ».

- Le groupe de travail sur le Pacte mondial pour l'environnement a tenu trois sessions (janvier, mars et mai 2019) qui ont donné lieu à d'intéressantes discussions. Il a surtout fait treize recommandations de fond qui seront étudiées par l'Assemblée mondiale de l'environnement, en vue de la pré-



paration, en février 2021, d'« une déclaration politique afin de renforcer l'application du droit international de l'environnement et la gouvernance environnementale internationale ». Une note de décryptage analyse ces recommandations et ressort les options souhaitables quant à l'adoption en 2022 d'une nouvelle déclaration.

- Édition du 4e numéro de la **Revue africaine de droit de l'environnement** sur le thème "Entrée en vigueur et mise en œuvre de la **Convention de Maputo relative à la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique**". ●

Appui aux démarches et actions novatrices

Appui à la recherche appliquée en milieu universitaire

Avec le financement de la Fondation Mava, trois étudiants de l'ISE ont bénéficié de bourses de recherche universitaire à l'issue d'un processus transparent de sélection. Réalisées dans le cadre des stages de fin d'études, ces études ont porté sur les thèmes suivants :

- "Évaluation socioéconomique et environnementale des effets des centrales solaires dans les collectivités territoriales au Sénégal : Cas de la centrale solaire de la commune de Malicounda à Mbour" par Issa SARR
- "Contribution à l'analyse du cadre juridique et institutionnel en vigueur dans l'Aire Marine Protégée de Gandoul dans le Delta du Saloum, du Sénégal" par Ibrahima NDIAYE
- "Économie verte : perception et pratiques des femmes de la Fédération des agropasteurs de Diender" par Faydy DRAME.

Ces stages ont permis aux étudiants d'analyser les diverses composantes d'une situation, d'examiner les modalités d'action possibles, d'éclairer les choix à faire, de soutenir ou d'initier des prises de décision, et, finalement, de mettre en perspective les différents paramètres d'une pratique professionnelle, organisationnelle et institutionnelle en lien avec l'économie de l'environnement.

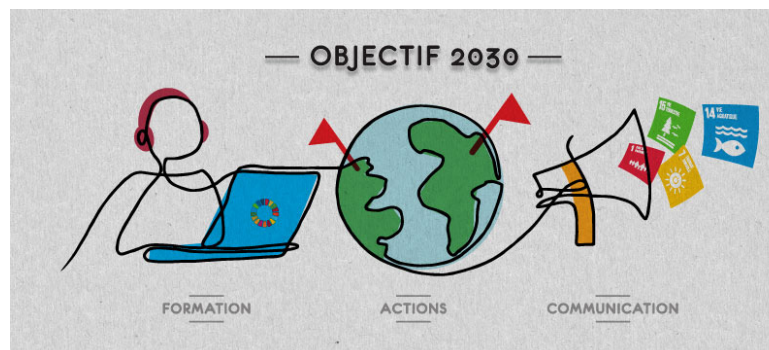
Soutien aux projets locaux de développement durable

Dans le cadre d'un appel à projets de l'initiative Objectif 2030, 314 projets locaux ont été soumis sur la plateforme de l'initiative. À l'issue du processus, l'IFDD a apporté son soutien technique et financier à **trois projets concrets** en faveur de **3 200 bénéficiaires**. Les trois projets à innovation sociale sont les suivants :

- **Agroforesterie au Niger** de l'Association de Jeunes Écologistes pour le Développement Durable (AJEDD).
- **Conversion des femmes productrices de charbon de bois en éleveuses de poules pondeuses (Congo)** de l'Association des Jeunes Congolais dans l'Esprit d'Entreprise (AJCEE).
- **Appui à la transition agroécologique des exploitations familiales agricoles du village de Sackbayemé (Cameroun)** d'Ingénieurs sans frontières (ISF).

Par ailleurs, la mise en œuvre du projet subventionné de développement intégré d'une filière durable de pêche artisanale des îles du Saloum au Sénégal en partenariat avec Enda se poursuit. En 2019, le projet a permis d'obtenir les résultats suivants :

- le reboisement des mangroves de *Rhizophora* sur une superficie de 13 hectares dans les villages de Diamniadio et de Baouth pour la reproduction des petits pélagiques et des huitres,



L'IFDD soutient 3 projets citoyens pour la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030

- l'ensemencement de mollusques sur une superficie de 15 hectares dans 3 sites de reproduction (Roffangué, Vélingara, Diamniadio),
- la promotion de services énergétiques alternatifs (500 foyers améliorés et 450 gaz de pétrole liquéfié dans la boutique énergie au profit des ménages ruraux et des femmes transformatrices) pour lutter contre la coupe abusive de la mangrove à des fins de bois-énergie et l'exploitation anarchique de la mangrove,
- une application numérique pour le suivi et la gestion des ressources halieutiques et marines dans l'Aire marine protégée de Gandoul a été développée
- une réglementation des sites vulnérables a été négociée avec un projet d'arrêté portant Règlement Intérieur de l'Aire Marine Protégée du Gandoul constitué de 12 articles et un Projet d'arrêté portant règles de gestion des Aires marines protégées constitué de 13 articles et ;
- l'intégration des aspects de durabilité de la pêche artisanale dans le Plan de Développement Communal (PDC) de Djirnda en synergie avec l'Agence Régionale pour le Développement de Fatick.

Quatre webreportages produits par Mediaproduct ont permis de capitaliser les projets du Cameroun, du Congo, du Niger et du Sénégal.

Appui à l'innovation frugale

L'IFDD a soutenu la mise en œuvre de deux projets d'innovation frugale retenus dans le cadre du concours francophone intitulé « Les innovations pour la prévention et la gestion des catastrophes naturelles ». Ces solutions frugales, qui apportent des réponses techniques fiables et accessibles pour la prévention et la gestion des catastrophes naturelles, ont été testées en situation réelle par deux associations partenaires : Malagasy Engineering Associates (MGEA) pour l'élaboration des modèles numériques d'inondations « outils de prédiction et d'aide à la prise de décision » à Madagascar et Synergie Eau Environnement (S2E) pour la réalisation d'un système de noues paysagères pour la lutte contre la désertification, les épidémies et les inondations dans l'arrondissement de Pitoa au Cameroun. ●

Soutien aux plateformes francophones

Une plateforme à succès

La plateforme numérique Objectif 2030 est développée en trois composantes :

- Une série de quatre cours en ligne ouverts et massifs
 - Un outil participatif de financement et d'appui technique qui vise à présenter des initiatives de développement durable
 - Un espace de présentation des meilleurs projets. Il permet la diffusion de manuels de formation, d'études de cas et de reportages audiovisuels montrant les progrès de développement générés de façon participative.

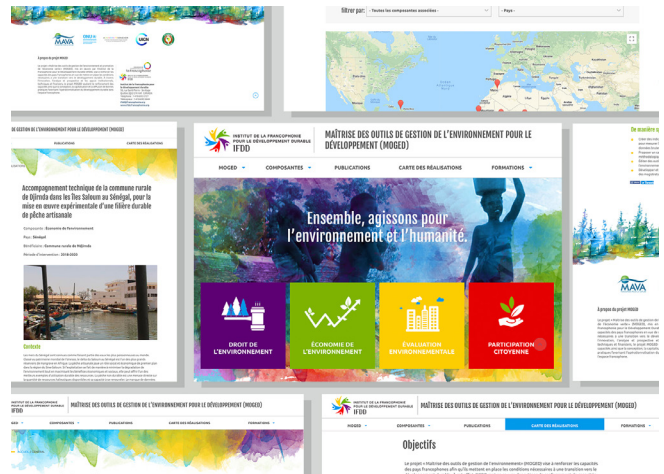
En 2019, **4 340 124 pages** ont été vues par les visiteurs.

La plateforme depuis 2017

- **60** projets publiés et **13** projets citoyens au bénéfice de **30 858** personnes financés
- **6** sessions de formation organisées
- **45 024** inscriptions aux formations
- **22 857** attestations délivrées
- **845** sujets de discussion sur le forum

Une plateforme dédiée

La plateforme en ligne du MOGED lancée en 2019 intègre dans ses déclinaisons un lien vers un dossier spécial de dépêches sur Médiaterre pour soutenir la diffusion des outils méthodologiques, guides pratiques, ouvrages de référence, bonnes pratiques, retours d'expériences, initiatives locales, témoignages opérationnels et exemples réussis sur la gestion durable de l'environnement. 117 bloggeurs issus de 25 pays y sont actuellement inscrits. Ils ont publié plus de 300 dépêches sur la gestion de l'environnement qui ont été lues par plus de 500 000 personnes depuis le 13 juin 2018.



Opportunités du programme



Financement des microprojets démonstratifs

Vous avez un projet citoyen qui contribue au développement durable et souhaitez bénéficier de notre outil participatif de financement et d'appui technique ? Vous pouvez répondre à notre appel à projets lancé une fois par an ou poster le projet sur la plateforme objectif 2030 quand vous le souhaitez.

Participation aux formations

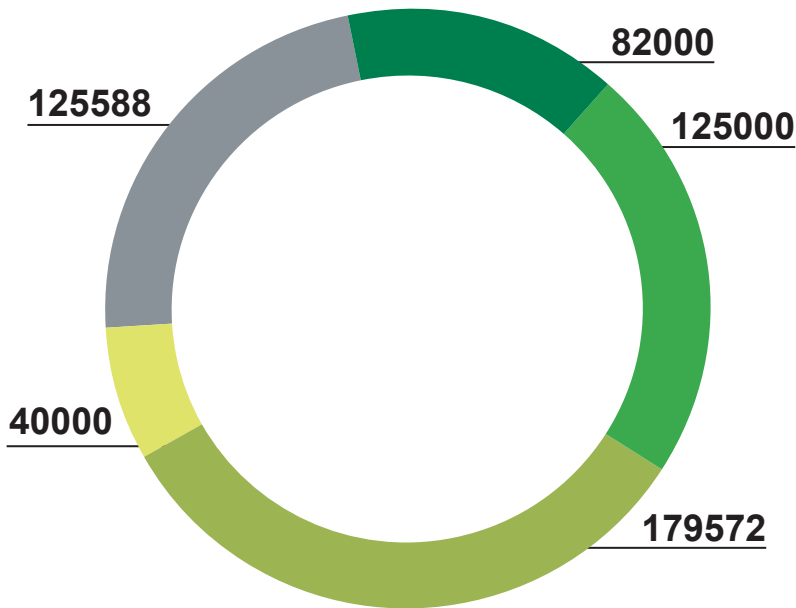
- Etape 1 :** Inscriptions aux cours en ligne
- Etape 2 :** candidature pour la formation présentielle en évaluation environnementale pour les meilleurs apprenants (quatre attestations des formations en ligne obligatoires).

Recrutement de l'expertise externe

Le MOGED recrute parfois des experts pour certaines de ses activités. Les appels sont postés sur le site de l'IFDD à l'instar de l'appel à propositions pour les infractions des cliniques juridiques environnementales.

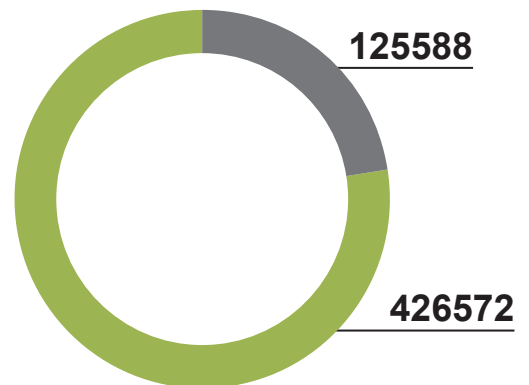
Ressources du programme

Utilisation des ressources
(en euros)



- Formations
- Appuis aux cadres institutionnels et juridiques
- Soutien aux plateformes francophones
- Appui aux démarches et actions novatrices
- Publications

Sources de financement
en 2019 (en euros)



- Organisation internationale de la Francophonie
- Fondation MAVA

Ont activement contribué au succès du programme en 2019

Nous remercions particulièrement les collègues, partenaires et experts suivants :

Bibiane Kukosama
Claire Schiettecatte
Patricia Herdt
Faouzia Abdoulhalik
Charlotte Karibuhoye Said
Eve Cabo
Martin Yelkouni
Franck-lévy Moussavou Moussounda
Brice Parent

Simon Desage
Yacouba Savadogo
Jean-Pierre Reveret
Brice Sorgho
Inoussa Maïga
Niasse Seynabou Diouf
Ousmane Gning
Sandrine Maljean-Dubois
Jeremy Tamanini

Calendrier provisoire 2020

Janvier	Février	Mars	Avril
	<p>3 février - 12 avril 2020 4ème session de la formation en ligne « Comprendre et analyser les enjeux et les actions du développement durable »</p> <p><i>Bogota (Colombie)</i> 17 - 20 février 2020 Participation au Forum mondial des organismes consultatifs nationaux sur les Objectifs de développement durable</p> <p><i>Cotonou (Benin)</i> 17 - 21 février 2020 1ère Clinique juridique sur l'environnement [Pollution de l'eau de la rivière "Ba" et de l'atmosphère avec du cyanure d'hydrogène]</p>		
Mai	Juin	Juillet	Août
<p>27 avril - 7 juin 2020 2e session de la formation en ligne « Droit et protection de l'environnement »</p>	<p>8 juin 2020 - 5 juillet 2020 2e session de la formation en ligne « Economie et gestion de l'environnement et des ressources naturelles »</p>		
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<p>31 août - 25 octobre 2020 2e session de la formation en ligne sur l'évaluation environnementale et sociale</p>	<p><i>Douala (Cameroun)</i> 6 - 7 octobre 2020 Atelier de formation et de validation du guide méthodologique pour la prise en compte des enjeux de santé dans les évaluations environnementales</p> <p><i>Niamey (Niger)</i> 20-22 octobre 2020 Atelier de formation et de validation du guide méthodologique pour la prise en compte des changements climatiques dans les évaluations environnementales</p>	<p><i>Abidjan (Côte d'Ivoire)</i> 2 - 7 novembre 2020 Formation approfondie en évaluation environnementale (avec délivrance d'un certificat professionnel en évaluation environnementale)</p>	

